

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISSENT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
Etranger / Pays à plein tarif	50 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1, fr. 50
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 1, fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'École Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1939

30 août	— Décret portant mise en application d'un avenant commercial à la convention franco-turque du 29 août 1929 et de l'accord de paiement conclus entre la France et la Turquie le 23 août 1939. (Arrêté de promulgation n° 113 du 11 mars 1940).	194
12 septembre	— Décret et arrêté interministériel réglementant la sortie des marchandises. (Arrêté de promulgation n° 114 du 11 mars 1940).	195
8 novembre	— Décret relatif à la représentation des personnels des cadres coloniaux et locaux aux commissions de réforme et organismes similaires. (Arrêté de promulgation n° 115 du 11 mars 1940).	19
10 novembre	— Arrêté interministériel portant règlement de la circulation sur le territoire métropolitain de certains indigènes. (Arrêté de promulgation n° 116 du 11 mars 1940).	195
29 novembre	— Décret-loi modifiant la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée. (Arrêté de promulgation n° 117 du 11 mars 1940).	196
29 novembre	— Décret-loi étendant au profit des pupilles de l'assistance publique les dispositions du décret du 9 septembre 1939. (Arrêté de promulgation n° 118 du 11 mars 1940).	196
5 décembre	— Décret réglementant l'exportation des produits coloniaux. (Arrêté de promulgation n° 120 du 11 mars 1940).	197
5 décembre	— Décret et arrêté interministériel relatifs aux avoirs à l'étranger. (Arrêté de promulgation n° 121 du 11 mars 1940).	197

13 décembre	— Décret étendant aux colonies les dispositions des articles 1 ^{er} , 3, 4 et 5 du décret-loi du 27 octobre 1939 portant abrogation de la loi du 22 mars 1936 relative à la protection de l'industrie et du commerce de la chaussure. (Arrêté de promulgation n° 122 du 11 mars 1940).	197
14 décembre	— Décret étendant à diverses colonies le décret du 11 septembre 1939 relatif à l'exercice de la profession médicale en temps de guerre. (Arrêté de promulgation n° 123 du 11 mars 1940).	198
14 décembre	— Décret étendant à diverses colonies les dispositions du décret-loi du 19 octobre 1939 sur la faculté d'option des fils d'étrangers, qui ont modifié la loi sur le recrutement de l'armée. (Arrêté de promulgation n° 124 du 11 mars 1940).	199
19 décembre	— Décret rendant applicables aux colonies et pays de protectorat dépendant du ministère des colonies, en ce qui concerne les dépenses de matériel, travaux ou transports imputables sur les crédits du budget de l'Etat, les dispositions de l'article 1 ^{er} du décret du 19 octobre 1939 relatif aux marchés publics. (Arrêté de promulgation n° 125 du 11 mars 1940).	200
22 décembre	— Décret sur la caisse intercoloniale de retraites. (Arrêté de promulgation n° 126 du 11 mars 1940).	200
23 décembre	— Décret complétant la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée (affectations spéciales); (Arrêté de promulgation n° 127 du 11 mars 1940).	201
23 décembre	— Décret modifiant le décret du 12 septembre 1939 prohibant la sortie de certaines marchandises. (Arrêté de promulgation n° 128 du 11 mars 1940).	201
26 décembre	— Décret rendant applicables aux territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies les dispositions du décret du 23 octobre	

	1935, relatif aux gestions de fait. (Arrêté de promulgation n° 129 du 11 mars 1940).	201
30 décembre	— Décret relatif à l'accord de paiement du 30 décembre 1939, conclu entre la France et la Yougoslavie. (Arrêté de promulgation n° 131 du 11 mars 1940).	203
1940		
3 janvier	— Décret complétant le règlement du 1 ^{er} novembre 1928 portant organisation de la caisse intercoloniale de retraites. (Arrêté de promulgation n° 132 du 11 mars 1940).	203
11 janvier	— Décret portant prorogation du délai de jouissance de passages de rapatriement. (Arrêté de promulgation n° 133 du 11 mars 1940).	203
19 janvier	— Décrets modifiant : 1 ^o — le décret du 29 décembre 1903 sur la solde et les accessoires de solde des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies; 2 ^o — les catégories d'ayants-droit aux indemnités pour frais de bureau. (Arrêté de promulgation n° 134 du 11 mars 1940).	204
20 janvier	— Décret étendant aux colonies et territoires africains sous mandat les dispositions du décret du 20 janvier 1940 apportant certaines modifications aux dispositions du décret du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant, en temps de guerre, l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or. (Arrêté de promulgation n° 135 du 11 mars 1940).	204
24 janvier	— Décret réglant la dévolution des biens communistes aux colonies. (Arrêté de promulgation n° 136 du 11 mars 1940).	206
27 janvier	— Décret portant mise en application de l'avenant du 8 janvier 1940 à l'accord de paiement franco-turc du 23 août 1939. (Arrêté de promulgation n° 137 du 11 mars 1940).	206
28 janvier	— Décret autorisant l'entrée des sujets et protégés français dans les cadres généraux des ingénieurs et des opérateurs et mécaniciens radioélectriciens coloniaux. (Arrêté de promulgation n° 138 du 11 mars 1940).	207
29 janvier	— Décret portant approbation des comptes définitifs des recettes et des dépenses du budget local et du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo, exercé 1938. (Arrêté de promulgation n° 139 du 11 mars 1940).	207

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1940		
8 mars	— N° 111 — Arrêté fixant le nombre et l'emplacement des écoles officielles du territoire pour l'année 1940.	208
9 mars	— N° 123 — Décision fixant les dates des vacances et des examens pour l'année scolaire 1940.	209
9 mars	— N° 124 — Décision fixant le montant du versement à effectuer du compte d'emploi des économies réalisées au cours de l'exercice 1938 résultant du décret du 16 juillet 1935, au compte de trésorerie « fonds spécial de prévoyance ».	209

10 mars	— N° 125 — Décision portant nomination du chef du service des douanes.	210
11 mars	— N° 126 — Décision portant nomination d'une inspectrice intérimaire des œuvres d'assistance sociale au Togo.	210
13 mars	— N° 127 — Décision interdisant la vente des arachides dans les cercles de Lomé, d'Anécho et du Centre.	210
13 mars	— N° 143 — Arrêté fixant à nouveau les attributions et la composition du comité d'études techniques du café.	210
	Rectificatif aux instructions n° 143 du 11 mars 1938 pour l'application de l'article 26 de l'arrêté du 20 février 1937 sur le paiement des arrérages des pensions et gratifications de réforme des miliciens, gardes de cercle et agents de police du territoire du Togo.	211
Divers		211

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications :

Domaines	214
----------	-----

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Conventions internationales

France — Turquie

ARRETE N° 113 promulguant au Togo le décret du 30 août 1939 portant mise en application d'un avenant commercial à la convention franco-turque du 29 août 1929 et de l'accord de paiement conclus entre la France et la Turquie le 23 août 1939.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 5 octobre 1929 portant publication et mise en application à titre provisoire du modus-vivendi commercial du 29 août 1929 entre la France et la Turquie, promulgué au Togo le 24 mars 1930;

Vu le décret du 30 août 1939 portant mise en application d'un avenant commercial à la convention franco-turque du 29 août 1929 et de l'accord de paiement conclus entre la France et la Turquie le 23 août 1939;

Vu la dépêche-avion n° 2201 en date du 9 février 1940 du ministre des colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 30 août 1939 portant mise en application d'un avenant commercial à la convention franco-turque du 29 août 1929 et de l'accord de paiement conclus entre la France et la Turquie le 23 août 1939.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 mars 1940.

L. MONTAGNÉ.

(Voir décret du 30 août 1939 susvisé au J. O. R. F. du 31 août 1939 — page 10896).

Sortie des marchandises

ARRETE N° 114 promulguant au Togo les décret et arrêté interministériel du 12 septembre 1939 réglementant la sortie des marchandises.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret-loi du 28 août 1939 étendant aux colonies les prohibitions de sortie établies dans la métropole, promulgué au Togo le 5 octobre 1939;

Vu le décret du 28 août 1939 réglementant la sortie des marchandises, promulgué au Togo le 5 octobre 1939;

Vu les décret et arrêté interministériel du 12 septembre 1939 réglementant la sortie des marchandises;

Vu la D. M. n° 13.914 en date du 29 décembre 1939;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, les décret et arrêté interministériel du 12 septembre 1939 réglementant la sortie des marchandises.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 mars 1940.

L. MONTAGNÉ.

(Voir décret et arrêté interministériel susvisés du 12 septembre 1939 au J. O. R. F. du 30 septembre 1939 — pages 11843 et suivantes).

Commissions de réforme et organismes similaires

ARRETE N° 115 promulguant au Togo le décret du 8 novembre 1939 relatif à la représentation des personnels des cadres coloniaux et locaux aux commissions de réforme et organismes similaires.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 8 novembre 1939 relatif à la représentation des personnels des cadres coloniaux et locaux aux commissions de réforme et organismes similaires;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 8 novembre 1939 relatif à la représentation des personnels des cadres coloniaux et locaux aux commissions de réforme et organismes similaires.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 mars 1940.

L. MONTAGNÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le décret du 27 octobre 1939 relatif à la représentation des personnels aux commissions de réforme et organismes similaires;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pendant la durée des hostilités, et nonobstant toute disposition en sens contraire, la représentation des divers personnels des cadres coloniaux et locaux aux commissions de réforme, conseils de discipline, conseils d'enquête et tous autres organismes de même nature institués dans les colonies et territoires sous mandat relevant du département des colonies cessera d'être assurée par voie d'élection.

Au cours de la période susvisée, les représentants du personnel à ces organismes seront désignés par décision des chefs des colonies ou territoires.

Ces dispositions seront maintenues en vigueur jusqu'à la date du décret fixant la cessation des hostilités.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié aux journaux officiels de la République française et des administrations locales et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 8 novembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Georges MANDEL.

Circulation sur le territoire métropolitain de certains indigènes

ARRETE N° 116 promulguant au Togo l'arrêté interministériel du 10 novembre 1939 portant règlement de la circulation sur le territoire métropolitain de certains indigènes.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu l'arrêté interministériel du 10 novembre 1939 portant règlement de la circulation sur le territoire métropolitain de certains indigènes;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, l'arrêté interministériel du 10 novembre 1939 portant règlement de la circulation sur le territoire métropolitain de certains indigènes.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 mars 1940.

L. MONTAGNÉ.

(Voir l'arrêté interministériel précité du 10 novembre 1939 au J. O. R. F. du 6 décembre 1939 — page 13725).

Recrutement de l'armée

ARRETE N° 117 promulguant au Togo le décret-loi du 29 novembre 1939 modifiant la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée, promulguée au Togo par arrêté n° 429 du 7 août 1929;

Vu le décret-loi du 29 novembre 1939 modifiant la loi du 31 mars 1928 susvisée;

Vu la dépêche ministérielle n° 1.881/S. P. D. N. du 15 décembre 1939;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret-loi du 29 novembre 1939 modifiant la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 mars 1940.

L. MONTAGNÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères;

Vu la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée;

Vu la loi du 19 mars 1939 accordant au gouvernement des pouvoirs spéciaux;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le texte de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée est complété par l'article suivant, qui portera le n° 89 bis :

« En temps de guerre, toute personne qui, en vue de prononcer ou de faire prononcer la mise en affectation spéciale d'elle-même ou d'autrui aura :

« Soit fait de fausses déclarations;

« Soit trompé ou tenté de tromper d'une manière quelconque l'autorité sur la profession ou les capacités de l'intéressé;

« Soit employé un affecté spécial à d'autres travaux que ceux en vue desquels son affectation spéciale a été prononcée;

« Soit facilité sciemment l'accomplissement des faits ci-dessus mentionnés, sera punie d'un emprisonnement de un à trois ans et d'une amende de 1.000 à 5.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement ».

Il pourra être fait application de l'article 463 du code pénal.

ART. 2. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres, conformément aux dispositions de la loi du 19 mars 1939.

ART. 3. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 29 novembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le président du conseil,
ministre de la défense nationale et de la guerre
et des affaires étrangères,
Edouard DALADIER.

Gratuité d'envois postaux accordée aux pupilles de l'assistance publique

ARRETE N° 118 promulguant au Togo le décret-loi du 29 novembre 1939 étendant au profit des pupilles de l'assistance publique les dispositions du décret du 9 septembre 1939.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret-loi du 9 septembre 1939 accordant la gratuité d'envois postaux aux bénéficiaires des allocations militaires et le décret du 9 septembre 1939 qui en fixe les conditions d'application, (Arrêté de promulgation du 30 novembre 1939);

Vu le décret-loi du 29 novembre 1939 étendant au profit des pupilles de l'assistance publique les dispositions du décret du 9 septembre 1939;

ARRETE.

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué au Togo le décret-loi du 29 novembre 1939 étendant au profit des pupilles de l'assistance publique les dispositions du décret du 9 septembre 1939.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 mars 1940.

L. MONTAGNÉ.

(Voir décret-loi du 29 novembre 1939 au J. O. R. F. du 4 décembre 1939 — page 13655.

Décret du 9 septembre 1939 au J. O. Togo du 1^{er} décembre 1939 — page 603).

Exportation des produits coloniaux

ARRETE N° 120 promulguant au Togo le décret du 3 décembre 1939 réglementant l'exportation des produits coloniaux.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre dans les territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies; promulgué le 2 septembre 1939;

Vu le décret du 5 décembre 1939 réglementant l'exportation des produits coloniaux;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 5 décembre 1939 réglementant l'exportation des produits coloniaux.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 mars 1940.

L. MONTAGNÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'article 28 du décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre, dans les territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Des arrêtés des chefs des colonies pourront réglementer l'exportation des produits coloniaux sur la métropole, sur les autres colonies françaises et sur l'étranger et prescrire toutes mesures destinées à faciliter cette exportation.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 5 décembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

Avoirs à l'étranger

ARRETE N° 121 promulguant au Togo les décret et arrêté interministériel du 5 décembre 1939 relatifs aux avoirs à l'étranger.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 21 octobre 1939 fixant les conditions d'application aux colonies et territoires africains sous mandat français des décrets des 9 septembre et 4 octobre 1939 relatifs aux avoirs à l'étranger, promulgué au Togo par arrêté n° 606 du 10 novembre 1939;

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1939 relatif aux déclarations aux offices coloniaux des changes des avoirs à l'étranger par les personnes physiques de nationalité française et par les personnes morales françaises et étrangères, promulgué au Togo par arrêté n° 1 du 5 janvier 1940;

Vu les décret et arrêté interministériel du 5 décembre 1939 relatifs aux avoirs à l'étranger;

Vu la dépêche ministérielle n° 12.604 du 10 décembre 1939;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, les décret et arrêté interministériel du 5 décembre 1939 relatifs aux avoirs à l'étranger.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 mars 1940.

L. MONTAGNÉ.

(Voir textes des susdits décret et arrêté interministériel du 5 décembre 1939 au J. O. R. F. du 6 décembre 1939, pages 13724-13725).

Industrie et commerce de la chaussure

ARRETE N° 122 promulguant au Togo le décret du 13 décembre 1939 étendant aux colonies les dispositions des articles 1^{er}, 3, 4 et 5 du décret-loi du 27 octobre 1939 portant abrogation de la loi du 22 mars 1936 relative à la protection de l'industrie et du commerce de la chaussure.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 13 décembre 1939 étendant aux colonies l'abrogation de la loi du 22 mars 1936 relative à la protection de l'industrie et du commerce de la chaussure;

Vu le radiotélégramme officiel n° C. 143 du 21 décembre 1939 du ministre des colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 13 décembre 1939 étendant aux colonies les dispositions des articles 1^{er}, 3, 4 et 5 du décret-loi du 27 octobre 1939 portant abrogation de la loi du 22 mars 1936 relative à la protection de l'industrie et du commerce de la chaussure.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 mars 1940.

L. MONTAGNÉ.

(Voir décret susvisé du 13 décembre 1939 au J. O. R. F. du 18 décembre 1939 — page 14036.

Décret-loi susvisé, du 27 octobre 1939 au J. O. R. F. du 28 octobre 1939 — page 12686).

**Exercice de la profession médicale
en temps de guerre**

ARRETE N° 123 promulguant au Togo le décret du 14 décembre 1939 étendant à diverses colonies le décret du 11 septembre 1939 relatif à l'exercice de la profession médicale en temps de guerre.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 14 décembre 1939 étendant à diverses colonies le décret du 11 septembre 1939 relatif à l'exercice de la profession médicale en temps de guerre;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 14 décembre 1939 étendant à diverses colonies le décret du 11 septembre 1939 relatif à l'exercice de la profession médicale en temps de guerre.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 mars 1940.

L. MONTAGNÉ.

RAPPORT

Au Président de la République Française,

Paris, le 12 décembre 1939.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Un décret-loi du 11 septembre 1939 a réglé l'exercice de la profession médicale en temps de guerre.

Il m'est apparu opportun d'en adapter les dispositions telles qu'elles figurent au *Journal officiel* du 12 septembre 1939, aux colonies et aux territoires sous mandat relevant du ministère des colonies.

Le projet de décret que j'ai l'honneur de soumettre ci-joint à votre haute sanction répond à cette préoccupation.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon respectueux dévouement.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre et le décret du 2 mai 1939, réglementant l'application de cette loi dans les territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies;

Vu le décret-loi du 11 septembre 1939, relatif à l'exercice de la profession médicale en temps de guerre;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret-loi du 11 septembre 1939, relatif à l'exercice de la profession médicale en temps de guerre, sont déclarées applicables aux territoires relevant du ministère des colonies.

ART. 2. — Les attributions dévolues par le texte susvisé au préfet seront exercées par le gouverneur ou le chef du territoire.

Les pouvoirs dévolus par l'article 1^{er} au ministre de la santé publique seront exercés par le ministre des colonies.

Le montant de la rémunération prévue à l'article 3 sera fixé par arrêté local soumis à l'approbation du ministre des colonies. Les médecins chargés d'un service public permanent, à l'exclusion de tout exercice de la clientèle, auront droit à un traitement égal au traitement de début de médecin de l'assistance médicale gratuite ou de médecin de l'assistance médicale indigène et éventuellement aux indemnités attachées à ces fonctions.

Aux médecins ressortissants de pays alliés ou neutres visés à l'article 4, s'appliqueront les dispositions de l'article 29 du décret du 2 mai 1939.

Pour les questions visées à l'article 6, est applicable le décret du 2 mai 1939.

ART. 3. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié aux journaux officiels de la République française et des territoires intéressés et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 14 décembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

DECRET relatif à l'exercice de la profession médicale en temps de guerre.

RAPPORT

Au Président de la République Française,

Paris, le 11 septembre 1939.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

L'autorité sanitaire civile a à assurer, en temps de guerre, une tâche particulièrement lourde. Afin de maintenir le bon état physique et moral des populations, si important tant en lui-même que par les répercussions heureuses qu'il exerce sur les armées, elle doit assurer, dans des conditions difficiles, le fonctionnement des services d'hygiène et d'assistance. Il lui appartient, en outre, de veiller à ce que les réfugiés et les victimes des bombardements aériens reçoivent tous les soins nécessaires.

Sans doute, l'aide très précieuse du service de santé militaire lui est-elle acquise, mais elle n'a, en propre à sa disposition que le personnel médical laissé libre par la mobilisation de l'armée et de la marine, se trouvant privée par là même du concours de nombreux médecins comptant parmi les plus jeunes et les plus valides.

Au moins convient-il, dans ces conditions, qu'elle ait complètement en mains ce personnel réduit et qu'elle puisse l'employer au mieux des besoins et des circonstances. Une réquisition collective de tous les médecins disponibles, conformément au principe posé par les articles 14 à 19 de la loi du 11 juillet 1938, a seule paru la solution la meilleure pour obtenir ce résultat.

Afin d'augmenter encore le nombre des médecins utilisables, il a semblé possible d'appliquer les mêmes dispositions aux femmes médecins.

En outre, des mesures spéciales ont été prévues pour les praticiens étrangers, ressortissant de pays alliés ou neutres, en vue de sauvegarder les intérêts de leurs collègues français.

Enfin, le projet de décret qui vous est soumis a pour dernier objet de régler la situation des médecins en temps de guerre, notamment au point de vue de leur rémunération.

Si vous en approuvez la teneur, nous vous serions très obligés de bien vouloir le revêtir de votre signature.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

*Le président du conseil,
ministre de la défense nationale
et de la guerre,
Edouard DALADIER.*

*Le ministre de la santé publique,
Marc RUCART.*

*Le ministre des finances,
Paul REYNAUD.*

*Le ministre des affaires étrangères,
Georges BONNET.*

*Le ministre de l'intérieur,
Albert SARRAUT.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, du ministre de la santé publique, du ministre des finances, du ministre des affaires étrangères et du ministre de l'intérieur;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre et le décret du 18 novembre 1938 sur l'exécution du droit de réquisition;

Vu la loi du 19 mars 1939, tendant à accorder au gouvernement des pouvoirs spéciaux;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — A la mobilisation ou dans les cas prévus à l'article 1^{er} de la loi du 11 juillet 1938, les médecins non mobilisables et les femmes médecins, de nationalité française, ou ressortissants français, sont à la disposition du ministre de la santé publique pour les besoins de la population civile et tenus sans ordre spécial, de continuer sur place l'exercice de leur profession, ou de rejoindre tout autre poste qui pourrait leur être assigné.

ART. 2. — Les médecins chargés des soins à la population civile hospitalisée ou non sont rémunérés dans les mêmes conditions qu'en temps de paix; ils continuent, notamment, à recevoir les honoraires de la clientèle, ainsi que des collectivités publiques pour le traitement des malades à la charge de ces collectivités.

S'ils sont appelés à exercer hors de leur domicile ils ont droit au logement.

ART. 3. — Les médecins chargés de façon intermittente d'un service public, reçoivent une rémunération calculée sur la base de vacations, dont le montant est fixé par arrêté du ministre de la santé publique et du ministre des finances.

Exceptionnellement, les médecins chargés d'un service public permanent, à l'exclusion de tout exercice de la clientèle, ont droit à un traitement égal au traitement de début des médecins de sanatoriums publics. S'ils remplacent un médecin fonctionnaire, ils bénéficient du traitement de début et, éventuellement, des indemnités attachées à la fonction.

ART. 4. — Dans les cas prévus à l'article 1^{er}, les médecins ressortissants de pays alliés ou neutres, régulièrement autorisés à exercer leur profession en France, en application de la loi du 26 juillet 1935, qui n'auraient pas souscrit l'engagement prévu à l'article 19 de la loi du 11 juillet 1938, devront, pour continuer l'exercice de leur art, obtenir l'autorisation du préfet du département de leur résidence.

ART. 5. — Les médecins visés à l'article 1^{er} ci-dessus doivent, en temps de paix, notifier immédiatement tout changement de domicile à la préfecture de leur ancienne résidence.

ART. 6. — Pour toutes les questions qui n'ont pas été réglées par les dispositions qui précèdent, est applicable le décret du 28 novembre 1938 sur les réquisitions.

ART. 7. — Les médecins déplacés par ordre, dans les conditions de l'article 1^{er}, *in fine*, ne pourront, pendant un délai de cinq ans à compter de la date de cessation des hostilités, exercer leur art dans la localité où ils ont été envoyés et dans un rayon de 20 kilomètres autour de cette localité.

ART. 8. — Les infractions aux dispositions du présent décret sont passibles des sanctions portées à l'article 31 de la loi du 11 juillet 1938.

ART. 9. — Un décret fixera, s'il y a lieu, les conditions d'application du présent décret, qui sera soumis à la ratification des chambres, conformément aux dispositions de la loi du 19 mars 1939.

ART. 10. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le ministre de la santé publique, le ministre des finances, le ministre des affaires étrangères et le ministre de l'intérieur sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera inséré au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 11 septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre de la défense nationale
et de la guerre,
Edouard DALADIER.*

*Le ministre de la santé publique,
Marc RUCART.*

*Le ministre des finances,
Paul REYNAUD.*

*Le ministre des affaires étrangères,
Georges BONNET.*

*Le ministre de l'intérieur,
Albert SARRAUT.*

Recrutement de l'armée

ARRETE N° 124 promulguant au Togo le décret du 14 décembre 1939 étendant à diverses colonies les dispositions du décret-loi du 19 octobre 1939 sur la faculté d'option des fils d'étrangers, qui ont modifié la loi sur le recrutement de l'armée.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 14 décembre 1939 étendant à diverses colonies les dispositions du décret-loi du 19 octobre 1939 sur la faculté d'option des fils d'étrangers, qui ont modifié la loi sur le recrutement de l'armée;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 14 décembre 1939 étendant à diverses colonies les dispositions du décret-loi du 19 octobre 1939 sur la faculté d'option des fils d'étrangers, qui ont modifié la loi sur le recrutement de l'armée.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 mars 1940.

L. MONTAGNÉ.

(Voir décret susvisé du 14 décembre 1939 au J. O. R. F. du 17 décembre 1939 — page 14002.)

Décret-loi susvisé du 19 octobre 1939 au J. O. R. F. du 27 octobre 1939 — page 12661.)

Marchés publics

ARRETE No 125 promulguant au Togo le décret du 19 décembre 1939 rendant applicables aux colonies et pays de protectorat dépendant du ministère des colonies, en ce qui concerne les dépenses de matériel, travaux ou transports imputables sur les crédits du budget de l'Etat, les dispositions de l'article 1er du décret du 19 octobre 1939 relatif aux marchés publics.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 19 décembre 1939 rendant applicables aux colonies et pays de protectorat dépendant du ministère des colonies, en ce qui concerne les dépenses de matériels, travaux ou transports imputables sur les crédits du budget de l'Etat, les dispositions de l'article 1er du décret du 19 octobre 1939 relatif aux marchés publics;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 19 décembre 1939 rendant applicables aux colonies et pays de protectorat dépendant du ministère des colonies, en ce qui concerne les dépenses de matériel, travaux ou transports imputables sur les crédits du budget de l'Etat, les dispositions de l'article 1er du décret du 19 octobre 1939 relatif aux marchés publics.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 mars 1940.

L. MONTAGNÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres des colonies et des finances;
Vu l'article 22 du décret du 18 novembre 1882, relatif aux adjudications et marchés passés au nom de l'Etat;

Vu le décret du 26 octobre 1898, portant promulgation dans les colonies et pays de protectorat dépendant du ministère des colonies de divers articles du décret du 18 novembre 1882;

Vu les décrets des 23 août 1919 et 2 avril 1927;

Vu les décrets des 7 janvier 1920 et 23 août 1927 rendant applicables aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat les décrets des 23 août 1919 et 2 avril 1927;

Vu le décret du 19 octobre 1939;

Vu les décrets du 16 avril 1924, fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 22 mai 1924, fixant la législation applicable au Togo et au Cameroun;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont applicables aux colonies et pays de protectorat dépendant du ministère des colonies, en ce qui concerne les dépenses de matériel, travaux ou transports imputables sur les crédits du budget de l'Etat, les dispositions de l'article 1er du décret du 19 octobre 1939 ainsi conçues :

« L'article 22 du décret du 18 novembre 1882 est modifié comme suit :

« Il peut être suppléé aux marchés écrits par des achats sur simple facture pour les objets qui doivent être livrés immédiatement quand la valeur de chacun de ces achats n'excède pas 20.000 francs.

« La dispense de marché s'étend aux travaux ou transports dont la valeur présumée n'excède pas 20.000 francs et qui peuvent être exécutés sur simple mémoire.

« Les limites fixées ci-dessus pourront, si les circonstances l'exigent, être modifiées par décret ».

ART. 2. — Le présent décret est applicable aux territoires du Togo et du Cameroun placés sous le mandat français.

ART. 3. — Le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 19 décembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Georges MANDEL.

Le ministre des finances,
Paul REYNAUD.

Caisse intercoloniale de retraites

ARRETE No 126 promulguant au Togo le décret du 22 décembre 1939 sur la caisse intercoloniale de retraites.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 22 décembre 1939 sur la caisse intercoloniale de retraites;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 22 décembre 1939 sur la caisse intercoloniale de retraites.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 mars 1940.

L. MONTAGNÉ.

(Voir texte décret susvisé du 22 décembre 1939 au J. O. R. F. du 1^{er} janvier 1940, pages 70-71).

Recrutement de l'armée

ARRETE N° 127 promulguant au Togo le décret du 23 décembre 1939 complétant la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée (affectations spéciales).

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée, promulguée au Togo par arrêté du 7 août 1929;

Vu le décret-loi du 29 novembre 1939 modifiant la loi du 31 mars 1928 susvisée, promulgué au Togo le 11 mars 1940;

Vu le décret du 23 décembre 1939 complétant la loi du 31 mars 1928 susvisée;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 23 décembre 1939 complétant la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée (affectations spéciales).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 mars 1940.

L. MONTAGNÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères;

Vu la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée, ensemble le décret du 29 novembre 1939;

Vu la loi du 8 décembre 1939, modifiant l'article 36 de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} du décret du 29 novembre 1939 est complété ainsi qu'il suit :

« Les dispositions qui précèdent sont applicables aux infractions commises depuis le 2 septembre 1939, à l'exception des fausses déclarations qui auront été rectifiées par leurs auteurs avant le 25 janvier 1940 ».

ART. 2. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres, conformément aux dispositions de la loi du 8 décembre 1939.

ART. 3. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 décembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre de la défense nationale et de la guerre
et des affaires étrangères,
Edouard DALADIER.*

Sortie des marchandises

ARRETE N° 128 promulguant au Togo le décret du 23 décembre 1939 modifiant le décret du 12 septembre 1939 prohibant la sortie de certaines marchandises.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret-loi du 28 août 1939 étendant aux colonies les prohibitions de sortie établies dans la métropole, promulgué au Togo le 5 octobre 1939;

Vu les décret et arrêté interministériel du 12 septembre 1939 réglementant la sortie des marchandises, promulgués au Togo le 11 mars 1939;

Vu le décret du 23 décembre 1939 susvisé;

Vu la D. M. avion n° 13.914 en date du 29 décembre 1939;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 23 décembre 1939 modifiant le décret du 12 septembre 1939 prohibant la sortie de certaines marchandises.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 mars 1940.

L. MONTAGNÉ.

(Voir texte du décret susvisé du 23 décembre 1939 au J. O. R. F. du 24 décembre 1939, pages 14163-14164).

Gestions de fait

ARRETE N° 129 promulguant au Togo le décret du 26 décembre 1939 rendant applicables aux territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies les dispositions du décret du 23 octobre 1935, relatif aux gestions de fait.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 26 décembre 1939 rendant applicables aux territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies les dispositions du décret du 23 octobre 1935, relatif aux gestions de fait;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 26 décembre 1939 rendant applicables aux territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies les dispositions du décret du 23 octobre 1935, relatif aux gestions de fait.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 mars 1940.

L. MONTAGNÉ.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 26 décembre 1939.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Aux termes d'un décret du 23 octobre 1935, toute personne qui détient, sans titre légal, des deniers publics, est passible d'une amende qui sera prononcée par la cour des comptes.

Le projet de décret ci-joint, que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction, a pour objet de rendre ces dispositions applicables dans les territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le président, l'hommage de notre profond respect.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

Le ministre des finances,
Paul REYNAUD.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du ministre des finances;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 23 octobre 1935 relatif aux gestions de fait;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret susvisé du 23 octobre 1935 sont rendues applicables dans les territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies.

L'exemption de l'amende prévue par ce texte sera accordée aux comptables de fait qui, dans les six mois de la promulgation du présent décret, auront signalé au gouverneur, par lettre recommandée, l'existence de leur gestion de fait.

ART. 2. — Le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 26 décembre 1939

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

Le ministre des finances,
Paul REYNAUD.

DECRET concernant les gestions de fait.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 23 octobre 1935.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Depuis la guerre les gestions de fait se sont multipliées alors que le nombre de ces affaires, déferées à la cour des comptes ou évoquées d'office par elle, demeurait des plus restreints. Or, ces manèges de deniers publics par des personnes non qualifiées en dehors de toute règle légale et tout contrôle, aboutissent souvent aux plus regrettables abus.

Le présent décret a pour but de mettre un terme à cette situation préjudiciable aux finances publiques. Il accorde néanmoins un délai aux comptables de fait, afin de leur permettre de régulariser leur situation. Mais ceux qui refuseront de se faire connaître ou ceux qui, à l'avenir, constitueront de nouvelles gestions de fait, seront frappés d'une amende que la cour des comptes fixera, dans les limites prévues par le texte, en considération des responsabilités encourues dans chaque cas.

Tel est l'objet du décret que nous soumettons à votre haute approbation.

Le président du conseil,
ministre des affaires étrangères,
Pierre LAVAL.

Le ministre d'Etat,
Edouard HERRIOT.

Le ministre de l'intérieur,
Joseph PAGANON.

Le ministre des finances,
Marcel RÉGNIER.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre des affaires étrangères, du ministre d'Etat, président du comité supérieur de l'administration départementale et communale, du ministre de l'intérieur et du ministre des finances;

Vu la loi du 8 juin 1935, autorisant le gouvernement à prendre par décret toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Toute personne qui détient sans titre légal des deniers publics est passible d'une amende qui sera prononcée par la cour des comptes. Cette amende pourra être de 50 à 500 francs par mois de retard, calculée depuis le jour de la promulgation du présent décret ou depuis le jour du début de la gestion de fait si cette date est postérieure, jusqu'à la date du déferé à la cour des comptes ou de l'arrêt déclaratif, dans le cas où cette juridiction se serait saisie d'office, ou enfin jusqu'à la date du reversement du reliquat si cette date est postérieure.

Après examen des circonstances de l'affaire, la cour des comptes déterminera la durée du retard imputable au comptable de fait et fixera le montant de l'amende, laquelle sera versée à la collectivité publique intéressée. Il ne pourra être accordé remise de ladite amende que dans les formes prévues pour les débits des comptables de l'Etat.

ART. 2. — A titre exceptionnel, seront exemptés de l'amende prévue à l'article précédent, les comptables de fait qui, dans un délai de six mois à dater de la promulgation du présent décret, auront signalé au préfet, par lettre recommandée, l'existence de leur gestion

de fait. Ils devront reverser le reliquat demeuré entre leurs mains à la caisse du comptable régulier et produire un compte de leurs opérations appuyé de toutes pièces justificatives que de droit, sous la réserve prévue par l'article 25 du décret du 31 mai 1862.

ART. 3. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres, conformément à la loi du 8 juin 1935.

ART. 4. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, le ministre d'Etat, président du comité supérieur de l'administration départementale et communale, les ministres de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 23 octobre 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre des affaires étrangères,*
Pierre LAVAL.

Le ministre d'Etat,
Edouard HERRIOT.

Le ministre de l'intérieur,
Joseph PAGANON.

Le ministre des finances,
Marcel RÉGNIER.

Conventions internationales

France — Yougoslavie

ARRETE N° 131 promulguant au Togo le décret du 30 décembre 1939 relatif à l'accord de paiement du 30 décembre 1939, conclu entre la France et la Yougoslavie.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 30 décembre 1939 relatif à l'accord de paiement du 30 décembre 1939 conclu entre la France et la Yougoslavie;

Vu la dépêche ministérielle n° 295 du 7 janvier 1940;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 30 décembre 1939 relatif à l'accord de paiement du 30 décembre 1939, conclu entre la France et la Yougoslavie.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 mars 1940.

L. MONTAGNÉ.

(Voir texte du décret du 30 décembre 1939 au J. O. R. F. du 31 décembre 1939, pages 14315-14316).

Caisse intercoloniale de retraites

ARRETE N° 132 promulguant au Togo le décret du 3 janvier 1940 complétant le règlement du 1^{er} novembre 1928 portant organisation de la caisse intercoloniale de retraites.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 1^{er} novembre 1928 portant règlement d'administration publique en vue de l'exécution de l'article 71 de la loi du 14 avril 1924 créant une caisse intercoloniale de retraites, promulgué au Togo le 7 décembre 1928;

Vu le décret du 3 janvier 1940 complétant le règlement du 1^{er} novembre 1928 portant organisation de la caisse intercoloniale de retraites;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 3 janvier 1940 complétant le règlement du 1^{er} novembre 1928 portant organisation de la caisse intercoloniale de retraites.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 mars 1940.

L. MONTAGNÉ.

(Voir décret susvisé du 3 janvier 1940 au J. O. R. F. du 10 janvier 1940, page 287).

Passages de rapatriement

ARRETE N° 133 promulguant au Togo le décret du 11 janvier 1940 portant prorogation du délai de jouissance de passages de rapatriement.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 11 janvier 1940 portant prorogation du délai de jouissance de passages de rapatriement;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 11 janvier 1940 portant prorogation du délai de jouissance de passages de rapatriement.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 mars 1940.

L. MONTAGNÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 3 juillet 1897 portant règlement sur les déplacements et les passages du personnel colonial, notamment les articles 31 et 34, et les textes qui l'ont modifié;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est prorogé pendant toute la durée de la guerre actuelle et durant les six mois qui suivront la cessation des hostilités, le délai imparti aux personnels coloniaux, aux membres de leur famille et aux boursiers, pour bénéficier du passage de rapatriement auquel ils peuvent prétendre.

L'obligation faite aux familles de voyager avec le chef de famille est suspendue dans les mêmes conditions.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 11 janvier 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

Troupes coloniales et métropolitaines

ARRETE N° 134 promulguant au Togo les décrets du 19 janvier 1940 modifiant : 1° le décret du 29 décembre 1903 sur la solde et les accessoires de solde des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies; 2° les catégories d'ayants-droit aux indemnités pour frais de bureau.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu les décrets du 19 janvier 1940 modifiant : 1° — le décret du 29 décembre 1903 sur la solde et les accessoires de solde des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies; 2° — les catégories d'ayants-droit aux indemnités pour frais de bureau;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, les décrets du 19 janvier 1940 modifiant : 1° le décret du 29 décembre 1903 sur la solde et les accessoires de solde des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies; 2° les catégories d'ayants-droit aux indemnités pour frais de bureau.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 mars 1940.

L. MONTAGNÉ.

(Voir décrets susvisés du 19 janvier 1940 au J. O. R. F. du 27 janvier 1940, pages 764-765).

Exportation des capitaux — Opérations de change — Commerce de l'or

ARRETE N° 135 promulguant au Togo le décret du 20 janvier 1940 étendant aux colonies et territoires africains sous mandat les dispositions du décret du 20 janvier 1940 apportant certaines modifications aux dispositions du décret du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant, en temps de guerre, l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret-loi, les trois décrets et les trois arrêtés interministériels du 9 septembre 1939, relatifs à la prohibition ou à la réglementation en temps de guerre dans les colonies et territoires africains sous mandat de l'exportation des capitaux, des opérations de change et du commerce de l'or, promulgués au Togo le 25 septembre 1939;

Vu le décret du 20 janvier 1940 étendant aux colonies et territoires africains sous mandat les dispositions du décret du 20 janvier 1940 apportant certaines modifications aux dispositions du décret du 9 septembre 1939 sur la prohibition et la réglementation en temps de guerre de l'exportation des capitaux, des opérations de change et du commerce de l'or;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 20 janvier 1940 étendant aux colonies et territoires africains sous mandat les dispositions du décret du 20 janvier 1940 apportant certaines modifications aux dispositions du décret du 9 septembre 1939 sur la prohibition ou réglementation, en temps de guerre, de l'exportation des capitaux, des opérations de change et du commerce de l'or.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 mars 1940.

L. MONTAGNÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or;

Vu le décret du 9 septembre 1939, portant application aux colonies et territoires africains sous mandat du décret-loi du 9 septembre 1939;

Vu le décret du 20 janvier 1940 apportant certaines modifications aux dispositions du décret-loi du 9 septembre 1939;

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, du ministre des finances et du ministre des colonies;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret du 20 janvier 1940 apportant certaines modifications aux dispositions du décret-loi du 9 septembre 1939 sont applicables aux colonies et territoires africains sous mandat.

ART. 2. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, le ministre des finances et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 20 janvier 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre de la défense nationale et de la guerre
et des affaires étrangères,*
Edouard DALADIER.

Le ministre des finances,
Paul REYNAUD.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

DECRET apportant certaines modifications aux dispositions du décret du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant, en temps de guerre, l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 20 janvier 1940.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

L'article 3 du décret-loi du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or, dispose que toutes les cessions, négociations et autres opérations portant sur les matières d'or sont subordonnées à l'autorisation de la banque de France. L'importation et l'exportation des mêmes matières sont prohibées sauf autorisation de l'institut d'émission.

L'expérience a démontré qu'il conviendrait, dans les circonstances actuelles de compléter la portée générale de ce texte et, dans le but d'empêcher tout commerce clandestin, de viser explicitement les opérations de démarchage, colportage et brocantage intéressant les matières d'or qui seraient également prohibées sauf autorisation de la banque de France.

D'autre part l'article 4 du même décret a prévu que les infractions aux dispositions de ce texte seront punies « d'une amende de 100 à 100.000 francs, qui peut toutefois être élevée au montant de la somme sur laquelle a porté la fraude ou la tentative de fraude s'il est supérieur au maximum prévu, et d'un emprisonnement de un à six mois, ou de l'une de ces deux peines seulement. En cas de récidive la peine d'emprisonnement est de six mois à cinq ans. La poursuite de ces infractions ne peut être exercée que sur la plainte du ministre des finances ».

Ainsi d'après ce texte le délinquant primaire est passible d'une peine allant seulement de un mois à six mois de prison en dehors de l'amende encourue.

D'autre part, la poursuite des infractions ne pouvant être exercée que sur la plainte du ministre des finances, les procès-verbaux, quel que soit le point du territoire où a été constaté le délit, doivent être transmis pour décision à Paris, à la direction du mouvement général des fonds.

En vue de renforcer la répression et de rendre la procédure des poursuites plus rapide partant plus efficace, il paraît nécessaire d'une part de porter de six mois à deux ans la peine de prison pour les délin-

quants primaires et, par ailleurs de déléguer les pouvoirs du ministre des finances, dans l'initiative des poursuites, à des représentants habilités par lui qui seraient en l'occurrence les directeurs départementaux des douanes ou des contributions indirectes.

Il a été prévu, de plus, que les délinquants condamnés à une peine d'emprisonnement pour trafic d'or ou de devises tomberont sous le coup des dispositions de la loi du 19 juin 1930 portant interdiction de la profession de banquier aux individus frappés de certaines condamnations.

Enfin, il est à remarquer que toute infraction aux dispositions du décret du 9 septembre 1939, dès l'instant qu'elle fait l'objet d'une plainte, relève obligatoirement des tribunaux correctionnels.

L'application stricte de ce principe entraîne pour les délinquants, qui ont pu méconnaître de bonne foi la portée exacte des dispositions légales, des peines qui peuvent paraître trop rigoureuses.

Dans ces conditions et comme contrepartie du renforcement des sanctions prévues ci-dessus il paraît opportun d'autoriser le ministre des finances, à transiger et à effectuer le retrait de sa plainte avant jugement, ce retrait entraînant l'abandon des poursuites. L'exercice de ce droit de transaction est d'ailleurs de pratique courante en matière d'infractions fiscales.

Nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction le projet de décret ci-joint, qui a pour objet de modifier en conséquence le texte du décret du 9 septembre 1939.

Veillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le président du conseil,
ministre de la défense nationale et de la guerre
et des affaires étrangères,*
Edouard DALADIER.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Georges BONNET.

Le ministre de l'intérieur,
Albert SARRAUT.

Le ministre des finances,
Paul REYNAUD.

Le ministre du commerce,
Fernand GENTIN.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

Le ministre des transmissions,
Jules JULIEN.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de l'intérieur, du ministre des finances, du ministre du commerce, du ministre des colonies et du ministre des transmissions;

Vu la loi du 8 décembre 1939, accordant au gouvernement des pouvoirs spéciaux;

Vu le décret-loi du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le deuxième paragraphe de l'article 3 du décret du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant, en temps de guerre, l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or est complété ainsi qu'il suit :

« Le démarchage, le colportage et le brocantage portant sur les matières d'or sont également prohibés, sauf autorisation de la banque de France ».

ART. 2. — Les dispositions des deuxième et troisième paragraphes de l'article 4 du décret précité sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Les infractions aux dispositions du présent décret et des décrets rendus pour son exécution, ainsi que la tentative de ces mêmes infractions, sont punies d'une amende de 100 à 100.000 francs, qui peut toutefois être élevée au montant de la somme sur laquelle a porté la fraude ou la tentative de fraude s'il est supérieur au maximum prévu, et d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, ou de l'une de ces deux peines seulement. En cas de récidive, la peine d'emprisonnement est de six mois à cinq ans. Les billets de banque, espèces, valeurs, titres et matières faisant l'objet de l'infraction peuvent être saisis; le tribunal pourra en ordonner la confiscation.

« Lorsqu'une peine d'emprisonnement aura été prononcée, elle emportera de plein droit les interdictions établies par l'article 1^{er} de la loi du 19 juin 1930.

« La poursuite de ces infractions ne peut être exercée que sur la plainte du ministre des finances ou de l'un de ses représentants habilités à cet effet.

« Le ministre des finances ou son représentant est autorisé à transiger et à décider la restitution des billets de banque, espèces, valeurs, titres et matières saisis; le retrait de sa plainte avant le jugement entraînera l'abandon des poursuites.

« Le montant des billets de banque, espèces, valeurs, titres et matières, dont la confiscation aura été prononcée, ainsi que le produit des transactions qui auront pu intervenir avant le jugement ou celui des amendes, seront répartis dans des conditions qui seront fixées par arrêté ministériel ».

ART. 3. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres, conformément aux dispositions de la loi du 8 décembre 1939.

ART. 4. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'intérieur, le ministre des finances, le ministre du commerce, le ministre des colonies et le ministre des transmissions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 janvier 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre de la défense nationale et de la guerre
et des affaires étrangères,
Edouard DALADIER.*

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Georges BONNET.*

*Le ministre de l'intérieur,
Albert SARRAUT.*

*Le ministre des finances,
Paul REYNAUD.*

*Le ministre du commerce,
Fernand GENTIN.*

*Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.*

*Le ministre des transmissions,
Jules JULIEN.*

Dévolution des biens communistes aux colonies

ARRETE N° 136 promulguant au Togo le décret du 24 janvier 1940 réglant la dévolution des biens communistes aux colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 26 septembre 1939 portant dissolution des organisations communistes, promulgué au Togo par arrêté du 29 septembre 1939;

Vu l'arrêté ministériel du 30 septembre 1939 relatif à la liquidation des biens des organisations communistes dissoutes, promulgué au Togo le 10 novembre 1939;

Vu l'arrêté interministériel du 4 octobre 1939 déléguant aux gouverneurs généraux, gouverneurs et administrateurs des territoires relevant du ministère des colonies le pouvoir de prendre des arrêtés analogues à celui du 30 septembre 1939, promulgué au Togo le 10 novembre 1939;

Vu le décret du 24 janvier 1940 réglant la dévolution des biens communistes aux colonies;

Vu le radiotélégramme officiel n° C. 14 en date du 1^{er} février 1940 du ministre des colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 24 janvier 1940 réglant la dévolution des biens communistes aux colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 mars 1940.

L. MONTAGNÉ.

(Voir texte décret du 24 janvier 1940 au J. O. R. F. du 1^{er} février 1940, page 858).

Conventions internationales

France — Turquie

ARRETE N° 137 promulguant au Togo le décret du 27 janvier 1940 portant mise en application de l'avenant du 8 janvier 1940 à l'accord de paiement franco-turc du 23 août 1939.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 30 août 1939, portant mise en application d'un avenant commercial à la convention franco-turque du 29 août 1929 et de l'accord de paiement conclus entre la France et la Turquie le 23 août 1939; promulgué au Togo le 11 mars 1940;

Vu le décret du 27 janvier 1940 portant mise en application de l'avenant du 8 janvier 1940 à l'accord de paiement franco-turc du 23 août 1939;

Vu la dépêche-avion n° 2201 en date du 9 février 1940 du ministre des colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 27 janvier 1940 portant mise en application de l'avenant du 8 janvier 1940 à l'accord de paiement franco-turc du 23 août 1939.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 mars 1940.

L. MONTAGNÉ.

(Voir le décret susvisé du 27 janvier 1940 au J. O. R. F. du 28 janvier 1940 — page 774).

Cadres généraux des ingénieurs, opérateurs et mécaniciens radioélectriciens coloniaux.

ARRETE N° 138 promulguant au Togo le décret du 28 janvier 1940 autorisant l'entrée des sujets et protégés français dans les cadres généraux des ingénieurs et des opérateurs et mécaniciens radioélectriciens coloniaux.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉOION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu les décrets du 26 mars 1939 portant : 1° — organisation du service radioélectrique colonial; 2° — organisation du cadre général des ingénieurs radioélectriciens coloniaux, promulgués au Togo par arrêtés nos 236 et 237 du 4 mai 1939;

Vu le décret du 28 juillet 1939 portant organisation du cadre général des opérateurs et mécaniciens radioélectriciens coloniaux, promulgué au Togo par arrêté n° 451 du 29 août 1939;

Vu le décret du 3 septembre 1939 modifiant le décret du 28 juillet 1939 susvisé, promulgué au Togo par arrêté n° 598 du 10 novembre 1939;

Vu le décret du 28 janvier 1940 autorisant l'entrée des sujets et protégés français dans les cadres généraux des ingénieurs et des opérateurs et mécaniciens radioélectriciens coloniaux;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 28 janvier 1940 autorisant l'entrée des sujets et protégés français dans les cadres généraux des ingénieurs et des opérateurs et mécaniciens radioélectriciens coloniaux.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 mars 1940.

L. MONTAGNÉ.

(Voir texte du susdit décret du 28 janvier 1940 au J. O. R. F. du 1^{er} février 1940 — page 857).

Comptes définitifs des budgets de l'exercice 1938

ARRETE N° 139 promulguant au Togo le décret du 29 janvier 1940 portant approbation des comptes définitifs des recettes et des dépenses du budget local et du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo, exercice 1938.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉOION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 29 janvier 1940 portant approbation des comptes définitifs des recettes et des dépenses du budget local et du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo, exercice 1938;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 29 janvier 1940 portant approbation des comptes définitifs des recettes et des dépenses du budget local et du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo, exercice 1938.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 mars 1940.

L. MONTAGNÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le mandat sur le Togo confirmé à la France par le conseil de la Société des nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu le décret du 23 mars 1921, modifié par le décret du 21 février 1925, déterminant les attributions du Commissaire de la République française au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 24 février 1938 portant approbation du budget local du Togo et du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf (exercice 1938);

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvés les comptes définitifs des recettes et des dépenses du budget local et du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo, pour l'exercice 1938, arrêtés par le commissaire de la République, en conseil d'administration du 28 septembre 1939, aux chiffres ci-après :

BUDGET LOCAL

Recettes	43.990.914,35
Dépenses	40.296.215,82
soit un excédent des recettes sur les	
dépenses de	3.694.698,53
qui a été versé à la caisse de réserve du territoire.	

BUDGET ANNEXE

DE L'EXPLOITATION DU CHEMIN DE FER ET DU WHARF

Recettes	11.504.864,85
Dépenses	10.875.249,86
soit un excédent des recettes sur les dépenses de	
	629.614,99

qui a été réparti ainsi :

a) Remboursement au fonds de réserve d'une avance faite à ce budget annexe au cours de l'année 1938, 471.000 francs;

b) Versement au fonds de renouvellement, 158.614 frs. 99.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 29 janvier 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Georges MANDEL.

(Voir arrêté n° 515 du 28 septembre 1939 portant règlement du compte définitif des recettes et des dépenses du budget local du Togo, exercice 1938 au J. O. T. du 1^{er} octobre 1939 — page 490).

ARRETE N° 510 portant règlement du compte définitif des recettes et des dépenses du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf (exercice 1938).

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et plus spécialement les articles 314, 315 et 400 de ce décret;

Vu l'arrêté interministériel du 2 juillet 1923 instituant un fonds de roulement, un fonds de renouvellement et un fonds de réserve spécial du service des voies de pénétration et du wharf du Togo;

Vu l'arrêté n° 198 du 10 septembre 1923 réglementant le fonds de réserve du service des voies de pénétration et du wharf du Togo;

Vu l'arrêté n° 199 du 10 septembre 1923 réglementant le fonctionnement du fonds de roulement du service des voies de pénétration et du wharf du Togo — modifié par l'arrêté n° 229 du 29 avril 1931 et par l'arrêté n° 262 du 24 mai 1932;

Vu le décret du 24 février 1938 approuvant le budget annexe pour l'exercice 1938, promulgué au Togo par arrêté n° 201 du 7 avril 1938;

Vu l'arrêté n° 370 du 27 juin 1938 approuvé par décret du 3 janvier 1939, portant ouverture de crédits supplémentaires;

Vu les arrêtés nos 545 du 21 septembre 1938 et 605 du 27 octobre 1938 approuvés par décret du 12 octobre 1938 promulgué au Togo par arrêté n° 638 du 19 novembre 1938, portant ouverture de crédits supplémentaires et autorisant un prélèvement sur le fonds de réserve du chemin de fer;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 28 septembre 1939;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les résultats définitifs du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer

et du wharf, exercice 1938, sont fixés en recettes et en dépenses ainsi qu'il suit :

Recettes : Onze millions cinq cent quatre mille, huit cent soixante quatre francs, quatre vingt cinq centimes (11.504.864,85);

Dépenses : Dix millions huit cent soixante quinze mille, deux cent quarante neuf francs, quatre vingt six centimes (10.875.249,86).

Excédent des recettes : Six cent vingt neuf mille six cent quatorze francs, quatre vingt dix neuf centimes, (629.614,99) qui a été utilisé comme suit :

1° — Au remboursement au fonds de réserve du montant du prélèvement effectué en cours d'exercice 1938 pour faire face à une insuffisance momentanée des recettes 471.000,—

2° — La différence soit 158.614,99 a été affectée au compte « *Fonds de renouvellement* ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 septembre 1939.

L. MONTAGNÉ.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Enseignement

ARRETE N° 111 fixant le nombre et l'emplacement des écoles officielles du Territoire pour l'année 1940.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 18 janvier 1935 fixant l'organisation générale de l'enseignement officiel au Togo;

Vu l'arrêté n° 101 du 9 février 1939 fixant le nombre et l'emplacement des écoles officielles du territoire pour l'année 1939;

Sur la proposition de l'inspecteur de l'enseignement;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pour l'année scolaire 1940 le nombre et l'emplacement des écoles officielles du Territoire sont fixés comme suit :

COURS COMPLÉMENTAIRE (1)

Lomé 3 classes

COURS SUPÉRIEURS (3)

Lomé 1 classe

Atakpamé 1 classe

Sokodé 1 classe

ÉCOLES RÉGIONALES (6)

Lomé 2 CM/2 — 3 CM/1 . 5 classes

Anécho 2 CM/2 — 2 CM/1 . 4 classes

Atakpamé 1 CM/2 — 1 CM/1 . 2 classes

Palimé 1 CM/2 — 1 CM/1 . 2 classes

Sokodé 1 CM/2 — 1 CM/1 . 2 classes

Mango 1 CM/1 & 2 . 1 classe

ÉCOLES URBAINES (6)

Lomé	3 CE/2 — 3 CE/1 — 3 CP/2 — 4 CP/1	13 cl.
Anécho	2 CE/2 — 2 CE/1 — 2 CP/2 — 2 CP/1	8 cl.
Atakpamé	1 CE/2 — 1 CE/1 — 2 CP/2 — 2 CP/1	6 cl.
Palimé	1 CE/2 — 1 CE/1 — 1 CP/2 — 2 CP/1	5 cl.
Sokodé	1 CE/2 — 1 CE/1 — 1 CP/2 — 1 CP/1	4 cl.
Mango	1 CE/1 & 2 — 1 CP/2 — 1 CP/1	3 cl.

ÉCOLES MÉNAGÈRES (2)

Lomé	1 CE/2 — 1 CE/1 — 1 CP/2 — 1 CP/1	4 cl.
Anécho	1 CE/1 & 2 — 1 CP/2 — 1 CP/1	3 cl.

ÉCOLES DE VILLAGE (34)

Cercle de Lomé :

Abobo (1 classe) — Mission-Tové (1 classe) — Gamé (1 classe) 3 classes.

Cercle d'Anécho :

Ahépé (1 classe) — Aklakou (1 classe) — Amegnan (1 classe) — Zoola (1 classe) — Wogan (1 classe) 5 classes.

Cercle du Centre :

Kpessi (1 classe) — Okou (1 classe) — Yégué (1 cl.) — Amlamé (1 cl.) — Nuatja (1 cl.) — Agou (1 cl.) — Dayes-Apéyémé (1 cl.) — Dayes-Kakpa (1 cl.) — Goudévé (1 cl.) — Kpadafé (1 cl.) — Kouma-Tokpli (1 classe) 11 classes.

Cercle du Nord :

Bassari (1 classe) — Kabou (1 classe) — Guérin-Kouka (1 cl.) — Parataou (1 cl.) — Tchamba (1 cl.) — Bafilo (1 cl.) — Kouméa (1 cl.) — Lama-Kara (1 cl.) — Niamtougou (1 cl.) — Djabatauré (1 cl.) — Cambolé (1 cl.) — Dapango (1 cl.) — Nakitendi-Laré (1 cl.) — Kandé (1 cl.) — Bidjenga (1 cl.) 15 cl.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 8 mars 1940.
L. MONTAGNÉ.

DECISION N° 123 fixant les dates des vacances et des examens pour l'année scolaire 1940.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 18 janvier 1935 fixant l'organisation générale de l'enseignement officiel au Togo;

Vu l'arrêté du 27 octobre 1933 réorganisant l'enseignement privé au Togo;

Vu l'arrêté n° 658 du 5 décembre 1939 fixant les périodes de vacances dans les écoles primaires du territoire et à l'école européenne de Lomé;

Sur la proposition de l'inspecteur de l'enseignement;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Les dates des vacances sont fixées ainsi qu'il suit pour l'année 1940 :

A — ÉCOLES ÉLÉMENTAIRES

Vacances du 1^{er} trimestre :

10 jours, du 3 juin inclus au 13 juin inclus.

Vacances du 2^e trimestre :

10 jours, du 16 septembre inclus au 26 septembre inclus.

Grandes vacances :

2 mois : janvier et février 1941.

B — COURS COMPLÉMENTAIRE

Vacances du 2^e trimestre (année scolaire 1939-1940) :

10 jours, du 18 mars inclus au 27 mars inclus.

Grandes vacances :

2 mois, du 8 juillet inclus au 8 septembre inclus.

Vacances du 1^{er} trimestre (année scolaire 1940-1941) :

10 jours, du 24 décembre inclus au 2 janvier 1941 inclus.

C — ÉCOLE EUROPÉENNE

Vacances du 2^e trimestre (année scolaire 1939-1940) :

3 semaines, du 8 avril inclus au 28 avril inclus.

Vacances du 3^e trimestre (année scolaire 1939-1940) :

3 semaines, du 12 août inclus au 1^{er} septembre inclus.

Vacances du 1^{er} trimestre (année scolaire 1940-1941) :

3 semaines, du 16 décembre 1940 inclus au 5 janvier 1941 inclus.

ART. 2. — Les examens et concours du Territoire auront lieu aux dates ci-après :

Certificat d'études primaires élémentaires :

(Ecole européenne)

5 août 1940

Examen de sortie du cours complémentaire :

1^{er} juillet et jours suivants

Concours d'entrée au cours complémentaire :

22 août et jours suivants

Certificat d'études primaires élémentaires :

(Ecoles élémentaires)

8 novembre 1940

ART. 3. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 9 mars 1940.

L. MONTAGNÉ.

Fonds spécial de prévoyance

DECISION N° 124 fixant le montant du versement à effectuer du compte d'emploi des économies réalisées au cours de l'exercice 1938 résultant du décret du 16 juillet 1935, au compte de trésorerie « Fonds spécial de Prévoyance ».

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement de 10% sur les dépenses publiques, promulgué au Togo par arrêté n° 320 du 19 juillet 1935;

Vu le décret du 25 juillet 1935 instituant un fonds spécial de prévoyance, promulgué au Togo par arrêté n° 374 du 31 août 1935;

Vu le décret du 8 août 1935 fixant les modalités d'application du prélèvement de 10% sur les dépenses publiques, promulgué par arrêté n° 378 du 21 août 1935;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Est fixé à la somme de quatre vingt onze mille six cent trente cinq francs, soixante quinze centimes (91.635,75) le montant du versement à effectuer du compte d'emploi des économies réalisées au cours d'exercice 1938 résultant du décret du 16 juillet 1935, au compte de trésorerie « Fonds spécial de Prévoyance ».

Cette somme est, conformément aux dispositions de l'article 2 du décret du 25 juillet 1935 susvisé, légèrement supérieure au 1/3 du produit des économies réalisées sur le budget local du Togo pour le même exercice.

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 9 mars 1940.

L. MONTAGNÉ.

Service des douanes

DECISION N° 125 portant nomination.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le message téléphoné n° 1473 en date du 22 février 1940 du lieutenant-colonel, commandant la subdivision militaire du Dahomey-Togo;

Vu les nécessités de service;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — M. Droniou, vérificateur de 1^{re} classe des douanes, mis en appel différé, est nommé chef du service des douanes, et chargé de la direction du bureau de Lomé, en remplacement de M. Toqué, contrôleur de 1^{re} classe, mobilisé.

Il remplira en outre les fonctions de lieutenant des douanes.

ART. 2. — La présente décision, qui aura effet pour compter du 11 mars 1940, sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 10 mars 1940.

L. MONTAGNÉ.

Œuvres d'assistance sociale

DECISION N° 126 portant nomination d'une inspectrice intérimaire des Œuvres d'Assistance Sociale au Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la décision n° 879 du 24 décembre 1939 portant nomination d'une inspectrice des Œuvres d'assistance sociale au Togo;

Vu le départ de Madame Vittini, inspectrice des œuvres d'assistance sociale;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Madame Siro, institutrice principale hors classe, est chargée, cumulativement avec ses fonctions actuelles, des fonctions d'inspectrice, par intérim, des Œuvres d'Assistance Sociale au Togo.

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 11 mars 1940.

L. MONTAGNÉ.

Vente des arachides

DECISION N° 127 interdisant la vente des arachides dans les cercles de Lomé, d'Anécho et du Centre.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 18 juin 1935 réglementant la vente de certains produits durant les distributions des graines de semences faites aux agriculteurs indigènes par les Sociétés de Prévoyance;

Vu la décision n° 896 du 31 décembre 1940 portant autorisation de la vente des arachides dans les cercles de Lomé, d'Anécho et du Centre;

Vu l'avis émis par les sociétés indigènes de prévoyance et par l'inspecteur de l'agriculture;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — La vente des arachides tant sur les marchés qu'en dehors des marchés est interdite :

1° — Pour compter du 15 mars 1940 dans le cercle de Lomé;

2° — Pour compter du 1^{er} mai 1940 dans les cercles d'Anécho et du Centre.

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 13 mars 1940.

L. MONTAGNÉ.

Comité d'études techniques du café

ARRETE N° 143 fixant à nouveau les attributions et la composition du comité d'études techniques du café.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la décision n° 588 du 1^{er} octobre 1937 portant constitution au territoire du Togo d'un comité d'études techniques du café;

Vu les instructions en date du 7 février 1938 fixant les buts et les attributions du comité d'études techniques du café

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le comité d'études techniques du café a pour rôle d'étudier les différentes questions que peuvent poser le choix des variétés à cultiver, le développement des plantations, la standardisation et le conditionnement des produits.

Il étudie particulièrement les conditions d'exportation du café en vue de favoriser les cotations sur les marchés, et centralise toute la documentation désirable concernant le produit — : observations des acheteurs — classements — expositions — inspection du café dans les différents pays etc... — Il soumet toutes propositions utiles au Commissaire de la République en vue de prendre toute réglementation propre à favoriser la production et l'amélioration des qualités.

ART. 2. — Est fixée comme suit la composition du comité d'études techniques du café :

L'inspecteur de l'agriculture	Président
Le président de la Chambre de Commerce ou son délégué,	
Le président de la S. I. P. d'Atakpamé ou son délégué,	
Le président de la S. I. P. de Palimé ou son délégué,	
L'inspecteur des Produits,	Membres
Le représentant du Syndicat colonial des exportateurs de cafés français,	
Un planteur européen,	
Deux planteurs indigènes,	
Le chef du bureau des affaires économiques	Secrétaire

ART. 3. — Le présent arrêté qui abroge toutes dispositions antérieures et notamment la décision n° 297 du 19 avril 1939, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 13 mars 1940.

L. MONTAGNÉ.

Pensions

RECTIFICATIF aux instructions n° 143 du 11 mars 1938 pour l'application de l'article 26 de l'arrêté du 20 février 1937 sur le paiement des arrérages des pensions et gratifications de réforme des miliciens, gardes de cercle et agents de police du territoire du Togo. (Journal officiel du Togo 1938 — page 213 à 215).

1° — Paragraphe C. — Remise des livrets à coupons — alinéa 8 — 5^e ligne.

Au lieu de :

« Il fait enfin parvenir les deux fiches mobiles au trésorier-payeur de la colonie qui conserve la fiche B et la fiche A au comptable qui assurera la matérialité du paiement ».

Lire :

Il fait enfin parvenir les deux fiches mobiles au trésorier-payeur de la colonie qui conserve la fiche B et envoie la fiche A au comptable qui assurera la matérialité du paiement.

2° — Paragraphe H. — Perte ou vol du livret de pension.

a) Au lieu de :

« Perte ou vol du livret de pension ».

Lire :

Perte ou vol du livret de pension ou du certificat d'inscription.

b) Au lieu de :

« Sur demande, un duplicata du livret est établi par le bureau des finances ».

Lire :

Sur demande, un duplicata du livret de pension ou de certificat d'inscription est établi par le bureau des finances.

DIVERS

Enseignement

Cours de perfectionnement

Par décision n° 122 du :

8 mars 1940. — Les instituteurs dont les noms suivent sont chargés pendant l'année scolaire 1940 des cours de perfectionnement hebdomadaires des moniteurs, institués par la circulaire du 24 septembre 1925.

Centre de Lomé :

M. Wilson Jean Edouard, instituteur-adjoint de 3^e classe.

Centre d'Anécho :

M. Randolph Léopold, instituteur du cadre secondaire de l'A. O. F.

Centre d'Atakpamé :

M. Johnson Romuald, instituteur du cadre secondaire de l'A. O. F.

Centre de Palimé :

M. D'Almeida Charles, instituteur-adjoint du cadre secondaire de l'A. O. F.

Centre de Sokodé :

M. Aquereburu Samuel, instituteur de 5^e classe du cadre supérieur.

Centre de Mango :

M. N'Diaye Boubacar, instituteur ordinaire de 1^{re} cl. Ces fonctionnaires auront droit à l'indemnité prévue par les textes en vigueur.

Certificat de fin d'études primaires élémentaires

SESSION 1939

Liste des candidats admis classés par ordre de mérite

- ✓ 1 Adakpo Willy, école régionale d'Anécho.
- ✓ 2 Meachi Idrissou, école régionale de Sokodé.
- 3 Franklin Hélène, école régionale de Lomé.
- Martelot Jean, école régionale d'Atakpamé.
- 5 Falchau Gérard, école régionale de Sokodé.
- 6 Kouassi Emmanuel, mission catholique de Lomé.
- Ayeva Amidou, école régionale de Sokodé.
- 8 Enombo Albert, école régionale de Sokodé.
- Gnama Sabi, école régionale de Sokodé.

- 10 Kangni Joseph, école régionale de Lomé.
- 11 Messanvi Joachim, école régionale de Lomé.
- 12 Amoussou Modéran, école régionale de Lomé.
- 13 Yevuh Emile, école régionale de Palimé.
- 14 Gomez Béatrice, école régionale de Lomé.
- 15 Napoe Kpandja, école régionale de Sokodé.
- 16 Wilson Emmanuel Nathaniel, mission wesleyenne d'Anécho.
- ✓ 17 De Medeiros César, mission catholique d'Anécho.
- 18 Paty Simon, école régionale de Lomé.
- ✓ 19 Folly Kouévi, école régionale d'Anécho.
- ✓ 20 Anani Emmanuel, mission catholique d'Anécho.
- 21 Creppy Georges, école régionale d'Anécho.
- 22 Kouadjovi Esther, école régionale d'Anécho.
- 23 Creppy Emmanuel, école régionale d'Anécho.
- 24 Aurimond Pierrette, école des sœurs de Lomé.
- 25 Kouassivi Mercy, école régionale de Lomé.
- 26 Lawson Jules, cours populaire du soir de Lomé.
- 27 Telou Abidjagan, école régionale de Sokodé.
- 28 Vinz Adadévi, école régionale de Lomé.
- 29 Messar Pierre, école régionale d'Atakpamé.
- 30 Agbodjan François, mission catholique de Lomé.
- 31 Obadagbé Emile, mission catholique de Lomé.
- 32 Loumon Alex, école régionale de Palimé.
- 33 Kouvahé, Agbégénigan, école régionale de Mango.
- 34 Combetevi Kangnivi, école régionale d'Anécho.
- ✓ 35 Dadjio Kléber, candidat libre d'Atakpamé.
- 36 Falschau François, école régionale de Sokodé.
- 37 Idrissou Saibou, école régionale de Sokodé.
- ✓ 38 Ywassa Baguilma, école régionale de Lomé.
- 39 Sokemahou Joseph, mission catholique de Togoville.
- 40 Donoupóname Raphaël, école régionale de Palimé.
- 41 Messan Christian, école régionale d'Anécho.
- 42 Agbovi Kpatonou, école régionale d'Anécho.
- 43 Amenyah Samuel, mission wesleyenne d'Anécho.
- 44 Degue Vitus, mission catholique de Togoville.
- 45 Akueson Manassé, mission wesleyenne d'Anécho.
- 46 Leguessim Tchou, école régionale d'Atakpamé.
- 47 Agbonson Vincentia, mission évangélique de Lomé.
- 48 Sessou Kpadénou, école régionale d'Anécho.
- 49 Etekpo Léo, école régionale d'Atakpamé.
- 50 Kwadjo Eutin, école régionale d'Atakpamé.
- 51 Kumenu Joseph, candidat libre de Palimé.
- 52 Gnani Gbati, école régionale de Sokodé.
- 53 Agbeledjo Cléophas, mission catholique de Palimé.
- 54 Takassi Boukari, école régionale de Sokodé.
- 55 Dogbe Emmanuel, cours populaire du soir d'Anécho.
- ✓ 56 Mivedo Alex, école régionale d'Anécho.
- 57 Amebedey Emile, mission catholique de Lomé.
- 58 Kuadjo Antoine, école régionale de Palimé.
- 59 Komlan Martin, mission catholique de Lomé.
- 60 Kodjo Bernard, école régionale de Lomé.
- 61 Salako Patrice, mission catholique de Lomé.
- 62 Amouzou John, école régionale de Lomé.
- 63 Tiem Mama, école régionale de Mango.
- 64 Dovi Antoine, cours populaire du soir de Lomé.
- 65 Kouevidjen André, école régionale d'Anécho.
- 66 Kossi Benjamin, mission catholique de Lomé.
- 67 Wilson Dovi, école régionale de Lomé.
- 68 Agblami Gabriel, mission catholique de Togoville.
- 69 Togbe Mathias, école régionale de Lomé.
- 70 Adjogah Robert, mission évangélique de Lomé.
- ✓ 71 Ames Daniel, école régionale de Lomé.
- 72 Edorh Ferdinand, école régionale de Lomé.
- 73 Gnassounou Pierre, école régionale de Lomé.
- ✓ 74 Hulede Joachim, mission wesleyenne d'Anécho.
- 75 Sossavi Dossou, école régionale d'Atakpamé.
- ✓ 76 Geraldo Nouréni, école régionale de Lomé.
- 77 Kabate Koumāi, école régionale de Sokodé.
- 78 Mensah Francis, école régionale de Lomé.
- 79 Comlan Daniel, école régionale d'Anécho.
- 80 Dovi Daniel, mission wesleyenne d'Anécho.
- 81 Sossa Paul, école régionale de Palimé.
- 82 Dodovi Festus, mission évangélique de Lomé.
- 83 Kpakpo Adoté, école régionale de Lomé.
- 84 Ajavon Emmanuel, mission catholique de Lomé.
- 85 Wilson Adjé, école régionale de Lomé.
- 86 Gbemafu Alfred, mission évangélique de Lomé.
- 87 Messan Attisso, école régionale d'Anécho.
- 88 Missehoun Emmanuel, mission wesleyenne d'Anécho.
- 89 Woamede Clément, candidat libre de Lomé.
- 90 Amaizo Basile, école régionale de Lomé.
- 91 Kodjo Daniel, mission catholique de Lomé.
- ✓ 92 Folly Philippe, mission catholique d'Anécho.
- 93 Finou Herman, école régionale de Lomé.
- 94 Kouévi Léopold, école régionale de Lomé.
- ✓ 95 Amah Théophile, mission catholique d'Anécho.
- 96 Guerhard Cornelius, cours populaire du soir de Lomé.
- 97 Agachi Bernabas, école régionale d'Atakpamé.
- 98 Sonokpon Antoine, école régionale d'Atakpamé.
- 99 Ouradei Yaya Norbert, candidat libre de Sokodé.
- 100 Akueté Georges, mission catholique de Lomé.
- 101 Aboudou Yaovi, école régionale de Palimé.
- 102 Feliho Rudolphe, mission catholique de Lomé.
- 103 Adjevi Marc, candidat libre de Lomé.
- 104 Attikpoe Philomène, école des sœurs de Lomé.
- 105 Gbikpi Vincent, mission catholique de Lomé.
- 106 Djadéo Ignace, mission catholique de Lomé.
- ✓ 107 Gaffan Nicolas, mission catholique d'Anécho.
- 108 Kowou Victoria, école régionale de Lomé.
- 109 Tanoga Niangolam, école régionale de Lomé.
- ✓ 110 Akueson Cosme, mission catholique d'Anécho.
- 111 Amouzou Kouévi, école régionale d'Anécho.
- 112 Agbehonou Samuel, mission catholique de Lomé.
- 113 Dovi Léandre, école régionale d'Anécho.
- 114 Gbebiaho Antoine, mission catholique d'Atakpamé.
- 115 Gbomh Tossou, école régionale d'Atakpamé.
- 116 Amouzougah Assionvi, école régionale de Palimé.
- 117 Attikpoe Linus, mission catholique de Lomé.
- 118 Gbenyovi Alfred, cours populaire du soir de Lomé.
- 119 Kouévi Jonas, école régionale de Lomé.
- 120 Apetcho Nicodème, école régionale de Palimé.
- 121 Gustave Hans, école régionale de Palimé.
- 122 Amerding Olga, école des sœurs de Lomé.
- 123 Wilson Edouard, mission catholique de Lomé.
- 124 Abalo Joseph, mission wesleyenne d'Anécho.
- 125 Yehuessi Eugène, mission catholique de Togoville.
- 126 Léo Michel, mission catholique de Lomé.
- 127 Amegan Cyrille, mission catholique de Lomé.
- 128 Amoussou Bertrand, cours populaire du soir de Lomé.
- 129 Hlomaschi Stéphan, école régionale de Lomé.
- 130 Tokpo Seth, mission protestante d'Agou.
- ✓ 131 Kounake Anatole, mission catholique d'Anécho.

- 132 Lawson Laté John, école régionale d'Anécho.
Agbozo Chrétien, candidat libre de Palimé.
- 134 Tchedre Adam, école régionale de Lomé.
Etse Laurent, mission catholique de Togoville.
Sossa Bonaventure, cours populaire du soir d'Anécho.
- 137 Mensah Salomon, mission évangélique de Lomé.
Lawson Prosper, mission wesleyenne d'Anécho.
Adagblenou Jonas, école régionale de Palimé.
- ✓ 140 Ayeboua Christophe, école régionale de Lomé.
Ayité Jonas, mission évangélique de Lomé.
✓ Dakiche Tétévi, école régionale d'Anécho.
Kouwonou Emmanuel, école régionale de Palimé.
- 144 Etsey André, candidat libre de Palimé.
- 145 Ezi Lucien, mission catholique de Lomé.
Folly Sébastien, mission catholique de Lomé.
Kankue Epiphane, mission wesleyenne d'Anécho.
D'Almeida Etienne, mission catholique d'Atakpamé.
- 149 Adade Michel, mission catholique de Lomé.
Dagnon Charles, école régionale de Lomé.
Kouassi Antoine, école régionale de Lomé.
Gomez John, cours populaire du soir d'Anécho.
Amenyah Raphaël, école régionale d'Anécho.
Kouete Koté, école régionale d'Anécho.
Assogbavi Kokou, école régionale d'Atakpamé.
- 156 Agbobly Louis, mission catholique de Lomé.
Carbou Henri, école régionale de Lomé.
Ayivi Amouzou, cours populaire du soir d'Anécho.
Danhui Tobias, mission catholique d'Atakpamé.
Ekoue Nestor, mission catholique de Palimé.
Ewovon Théophile, école régionale de Palimé.
- 162 Agudetsé Laurent, mission évangélique de Lomé.
Bocco Casimir, école régionale de Lomé.
Buckner Samuel, école régionale de Lomé.
d'Almeida Alex, école régionale de Lomé.
Agbodji Laison Innocent, candidat libre de Sokodé.
- 167 Djahlin Lucas, école régionale de Lomé.
- 168 Gaba Folly, mission évangélique de Lomé.
Kpachavi Jean-Marie, mission catholique de Lomé.
- Aquereburu Desmus, mission wesleyenne d'Anécho.
- ✓ Dosseh Paul, mission catholique d'Anécho.
Heck Elisabeth, école régionale d'Anécho.
Kakatsi Gerson, mission évangélique d'Atakpamé.
Dossou Corneille, école régionale de Palimé.
Zogli Seth, mission évangélique de Palimé.
- 176 Joseph Comforte, mission évangélique de Lomé.
Ayawo Jean, mission catholique de Togoville.
- 178 Sovon François, mission évangélique de Lomé.
Foli Ayité, école régionale d'Anécho.
Apedo Christophe, mission catholique d'Atakpamé.
- Kekeh Albert, mission catholique d'Atakpamé.
- ✓ 182 Zianna Thérèse, école des sœurs d'Anécho.
Folikoue Messanvi, école régionale d'Anécho.
- 184 Abissa Symphorien, mission catholique de Lomé.
Mensah Paul, école régionale de Lomé.
Nayo Edoh, école régionale de Lomé.
Nikoué Isidore, école régionale de Lomé.
Attigno Moïse, école régionale d'Anécho.
Adigo Akakpo Théophile, école régionale de Lomé.
Akakpo Mathieu, mission évangélique de Lomé.
Dagbovi Robert, école régionale de Palimé.
Amenyo Georges, mission catholique de Palimé.
- 193 Folikpo Kokouvi, école régionale de Lomé.
Bedi Ohounou, école régionale d'Atakpamé.
Degboe André, école régionale de Palimé.
Kpeba Jonas, candidat libre de Palimé.
- 197 Amegboh Gabriel, mission catholique de Lomé.
Augustin Atandoutin, cours populaire du soir de Lomé.
de Souza Pierre, mission catholique de Lomé.
Goeh Gabriel, cours populaire du soir de Lomé.
Mensah Amah, école régionale de Lomé.
Ramanou Frédéric, cours populaire du soir de Lomé.
Kpoti Régina, école régionale d'Anécho.
Sanvee Comlan, école régionale d'Anécho.
Yona Benoît, mission catholique de Togoville.
Agbetrou Benoît, mission catholique de Togoville.
Akuete Isaac, mission wesleyenne d'Anécho.
Amedegnato Cosme, école régionale d'Anécho.
Amedegnato Damien, école régionale d'Anécho.
Houndjo Aboki, cours populaire du soir d'Anécho.
Kpadenou Dédégan, école régionale d'Anécho.
Lawson Jubilate, école régionale d'Anécho.
Tsogbe Georges, mission catholique de Togoville.
Alekou René, mission catholique d'Atakpamé.
Amegan Christophe, mission évangélique d'Atakpamé.
Radji Salami, école régionale d'Atakpamé.
Amegui Antoine, mission catholique de Palimé.
Amessi Paulin, mission catholique de Palimé.
- 219 Woammy Emmanuel, mission catholique de Palimé.

Interdiction de séjour — Résidence obligatoire

Par arrêté n° 109 du :

7 mars 1940. — Le séjour dans le territoire du Togo est interdit pendant 2 ans, durée fixée par le jugement du 19 juin 1939 du tribunal du 1^{er} degré de Lomé, au nommé Agboton, Hounghémé, Jean, né vers 1918 à Porto-Novo (Dahomey).

Par arrêté n° 110 du :

7 mars 1940. — Le nommé Aziado Klokou dit Kouassi né à Ahépé (cercle d'Anécho) vers 1919, est astreint à la résidence obligatoire dans le cercle d'Anécho jusqu'au 5 mars 1942, durée fixée par le jugement du 29 décembre 1939 du tribunal du 1^{er} degré de Tsévié.

Sociétés Indigènes de Prévoyance

Par décision n° 118 du :

7 mars 1940. — M. Roche, administrateur de 3^e cl. des colonies, est nommé, pour compter du 1^{er} mars 1940, administrateur du fonds commun des Sociétés Indigènes de Prévoyance.

PARTIE NON OFFICIELLE**AVIS ET COMMUNICATIONS****Domaines****Avis de demande d'immatriculation
au livre foncier du territoire du Togo**

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de première instance de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1117, déposée le 1^{er} mars 1940 le sieur Messawussu Moïse, profession de commis d'administration, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain affectant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 14 ares 08 centiares, situé à Lomé, quartier Nyekonakpoé, cercle de Lomé et borné au nord et à l'est par terrain à Michel Komashie, au sud par une rue non dénommée, à l'ouest par le T. F. 679 de Lomé aux consorts Ketowu Besu.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1118, déposée le 12 mars 1940 la dame Maria Ayaba, profession de revendeuse, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, portant sur la partie sud une maison à étage en briques cuites couverte en tôles; d'une contenance totale de 3 ares 92 centiares, situé à Lomé, quartier n° 5, cercle de Lomé et borné au nord par terrain à Augustino de Souza, à l'est par terrain à Agedji, au sud par la rue du lieutenant-colonel Maroix, à l'ouest par un passage le séparant de la propriété de Augustino de Souza.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

Vente de la partie sud de ce terrain au sieur Gayibor.

Suivant réquisition, n° 1119, déposée le 13 mars 1940 la dame Florencia Dédévi Gaba, profession de revendeuse, demeurant à Lomé et domicilié à Anécho, agissant en son nom et pour son compte personnel a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier,

d'une contenance totale de 6 ares 53 centiares, situé à Lomé, quartier n° 7, cercle de Lomé et borné au nord par la rue des Alliés, à l'est par une ruelle non dénommée, au sud par le T. F. 454 à Dionys Lawson, à l'ouest par terrains à G. de Lima et Simon Afutu.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1120, déposée le 13 mars 1940 le sieur Théophile Wilson Tamakloe, profession de planteur, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier sur lequel est édifée une maison à étage en briques cuites couverte en tôles avec dépendances d'une contenance totale de 3 ares 50 centiares, situé à Lomé, quartier n° 1, cercle de Lomé et borné au nord par le T. F. n° 3 de Lomé appartenant au requérant, à l'est par terrain aux héritiers W. F. Mensah, au sud par la rue du lieutenant Thompson, à l'ouest par le T. F. 75 de Lomé à John Holt.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le conservateur de la propriété foncière,
PHILIPPE.

Avis de bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le lundi 6 mai 1940 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 5, cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 8 ares 62 centiares et borné au nord par la rue du Chemin de fer, à l'est par terrain à Lawson Boevi et Gerhart Hlomatchi, au sud par le T. F. 326 de Lomé à Albert Kpodonou, à l'ouest par terrain à Christian Gaba, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Durchbael Fritz, employé de commerce et propriétaire, demeurant à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire suivant réquisition du 6 janvier 1940, n° 1112.

Le lundi 6 mai 1940 à dix heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 6, cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain bâti, d'une construction à usage d'habitation, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 7 ares 53 centiares et borné au nord par terrain à Pierre Adjangba, à l'est par terrain à John S. Folly, au sud par terrains à Paul Lassey et Stanislas S. Adotévi, à l'ouest par la rue d'Italie, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Félix Foli Adamah, commerçant-propriétaire, demeurant à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire suivant réquisition du 14 février 1940, n° 1115.

Le mercredi 8 mai 1940 à dix heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Anécho, quartier Kpota, cercle d'Anécho, consistant

en un terrain bâti sur lequel se trouve édifée une maison en brique de ciment couverte en tôle à usage d'habitation avec dépendances, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 5 ares 34 centiares et borné au nord par terrain à la Wesleyan Mission — T. F. 110 d'Anécho — et un terrain domanial, à l'est par terrain à Kuadjovi Quamvi, au sud par une rue non dénommée, à l'ouest par terrain à Amouzou Ecoué Hagbonon, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Hagbonon August Foli Ecoué, profession d'employé de commerce, demeurant à Anécho, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 12 février 1940, n° 1113.

Le vendredi 10 mai 1940 à dix heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé

à Tsévié, subdivision de Tsévié, cercle de Lomé, consistant en un terrain rural bâti, en forme d'un polygone irrégulier, portant deux constructions en terre de barre couvertes en tôles, à usage d'habitation, d'une contenance de 1 hectare 59 ares 66 centiares et borné au nord par terrain à Agordo Medjakou, Arnold Ahiatsi et la route de Gati, à l'est par terrain à Pasteur Andreas Aku, au sud par la route de Lomé, à l'ouest par terrain domanial, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Godwing Adeli Amegblé Apegbé, tailleur-cultivateur, demeurant à Tsévié, agissant tant en son nom personnel qu'en qualité de copropriétaire et de représentant de la collectivité familiale issue du feu Eklou Amegblé Apegbé, suivant réquisition du 13 février 1940, n° 1114.

Le conservateur de la propriété foncière,
PHILIPPE.